



**ARRETE DE LA PRESIDENTE**

**PRESCRIPTION DE MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SAINT-JORIOZ**

**La Présidente** du Grand Annecy,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5216-5 ;

**VU** le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

**VU** la délibération du Conseil municipal de Saint-Jorioz n° 2015-91 du 26 novembre 2015 approuvant le Plan local d'urbanisme ;

Publiée le  
28 JUIN 2021

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCL-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté de l'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du pays d'Alby, du pays de Fillière, de la rive gauche du lac d'Annecy et de la Tournette ;

Déposée en  
Préfecture le  
28 JUIN 2021

**VU** la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de la rive gauche du lac d'Annecy n° 2016-44C du 26 juillet 2016 approuvant la modification simplifiée du Plan local d'urbanisme de Saint-Jorioz ;

Exécutoire le  
28 JUIN 2021

**VU** la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de la rive gauche du lac d'Annecy n° 2017/366 du 13 décembre 2016 approuvant la modification n°1 du Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Jorioz ;

**VU** la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° 2018/344 du 28 juin 2018 approuvant la modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Jorioz ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2018-0066 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy ;

**VU** la délibération du comité syndical du SILA n° 274-19 du 30 septembre 2019 approuvant le projet de délimitation de zonage de l'assainissement eaux usées et eaux pluviales,

**CONSIDERANT** que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la procédure de modification (articles L153-36 et suivants du code de l'Urbanisme) dans la mesure où elles :

- ne changent pas les orientations du projet d'aménagement et de développement durables ;
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole et une zone naturelle et forestière ;
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ne portent pas sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.



## ARRETE

**Article 1 :** Il est décidé d'engager la procédure de modification n° 3 du PLU de Saint-Jorioz selon la procédure définie à l'article L153-36 du code de l'Urbanisme.

Le projet de modification portera sur les points suivants :

- permettre l'aménagement d'une résidence sénior publique, d'une maison de santé et d'un parc public au lieu-dit « Pécoeur » ;
- modifier le règlement écrit et/ou graphique pour permettre l'extension du gymnase route de Sales ;
- suppression totale ou partielle des emplacements réservés n° 16, n° 19 et n° 23 ;
- revoir la servitude de mixité sociale ;
- assurer une meilleure lisibilité du règlement graphique et le mettre à jour pour tenir compte des projets déjà réalisés ;
- mettre à jour les dispositions de l'article 4 du règlement en fonction des nouvelles réglementations du schéma général d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

**Article 2 :** En application de l'article L153-40 du code de l'Urbanisme, le projet de modification n° 3 du PLU sera notifié au Maire de Saint-Jorioz, au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à l'enquête publique. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique fera l'objet d'un arrêté particulier.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n° 3, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Jorioz et au siège du Grand Annecy pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs du Grand Annecy et le cas échéant mis en ligne sur le site internet du Grand Annecy.

**Article 4 :** Madame la Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut être contesté :

- Soit en saisissant le Tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).
- Soit par recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Fait à Annecy, le **25 JUIN 2021**

La Présidente



Frédérique LARDET.